

Séance d'ouverture

Le capitalisme est-il moral ?

En ouverture, le modérateur (**Paul H. Dembinski**) rappelle que depuis une année le débat sur le rapport entre le capitalisme et la morale envahit les rayons des librairies (en France, mais aussi en Allemagne et dans les pays anglo-saxons), ce qui témoigne du regain d'intérêt pour la question – par ailleurs bien ancienne – de la viabilité du capitalisme.

C'est le fait de poser la question de la viabilité du capitalisme en termes moraux qui donne au débat actuel sa spécificité. Antérieurement la question avait été abordée sous l'angle social (les contradictions de Marx), sous l'angle de l'efficacité (débat entre Lange et von Mises) ou encore sous celui du syncrétisme systémique. La chute du mur de Berlin semblait définitivement avoir donné raison au « capitalisme » - qui s'imposait et l'histoire semblait ainsi toucher à sa fin.

C'est en 1991 que Michel Albert publiait son « Capitalisme contre Capitalisme », du coup le débat n'était plus entre les diverses options systémiques, mais entre les divers types du capitalisme. Ce débat est ouvert durant toute la décennie 1990 dans les pays en transition alors qu'il s'articule de manière de plus en plus ambitieuse dans les forums Anti et Alterglobalistes, notamment à Porto Allegre, avec à la clé la globalisation du modèle institutionnel anglo-saxon qui finit par avoir raison de l'emblématique « Soziale Marktwirtschaft » allemande.

Paul Fabra aborde la question posée en trois observations. Tout d'abord, l'orateur observe que le capitalisme est hors d'atteinte du jugement moral pour la simple et bonne raison que ce terme se réfère à toute organisation d'activité économique basée sur le principe de la liberté. Par contre la vision que l'on se fait du capitalisme peut faire objet d'appréciation morale dans la mesure où elle se réfère à une organisation particulière des échanges et des marchés. En effet, la vision quand elle inspire une politique peut facilement devenir réalité. Dans la suite de ses propos, Paul Fabra oppose la vision classique à la perspective moderne en matière d'organisation des marchés.

Selon la vision classique, celle de A. Smith mais encore plus de D. Ricardo, le marché, avec le grand nombre d'acteurs, son prix unique et son caractère anonyme et interchangeable, en tant que mode d'organisation des échanges ne s'applique qu'à des biens reproductibles à l'infini (agriculture et industrie). L'économie, en tant que science – avec son calcul des coûts ne s'applique qu'à cette partie de l'activité humaine. Les autres transactions relèvent du bilatéral (troc) et se trouvent en dehors du champ de pertinence du savoir économique. Il en va ainsi du « marché noir » qui est tout sauf marché, ou des transactions isolées décrites dans le paradoxe de la « valeur de l'eau et du diamant ». En effet, si le marché des classiques permet aux forces objectives de se manifester, dans le troc ou échange bilatéral le subjectif ou les rapports de force vont jusqu'à occuper le devant de la scène.

Au cœur de la vision et de la pratique contemporaines de l'organisation des marchés, Paul Fabra voit l'idée utilitariste laquelle débouche dans la pratique sur la confusion entre le marché et le troc, entre l'objectif et le subjectif. Grâce à sa prétention à l'expertise en matière de décisions rationnelles – maximisatrices d'utilité – la science économique ne parvient plus à délimiter son champ et son aire de pertinence. De cette manière au cœur de l'organisation contemporaine se trouvent non plus des marchés mais des transactions bilatérales, avec ses rapports de force, et ses dimensions subjectives et psychologiques. Paul Fabra utilise l'exemple du théorème Miller-Modigliani selon lequel le coût de la dette et des fonds propres aura tendance à s'égaliser. En fait, dit-il, il s'agit d'une vision subjective du manager et non d'une analyse objective.

En conclusion l'orateur oppose une organisation des marchés moralement acceptable, celle qui s'inscrit dans la vision classique, à la vision contemporaine qui ne sanctionne pas les rapports de force et qui lui paraît nettement plus discutable.

Samuel Gregg dans son intervention souligne la connotation négative qui est associé au terme de « capitalisme » et qui s'explique par le fait que c'est Marx qui a forgé le terme. En mettant en exergue – à l'instar de P. Fabra – le principe de liberté, Samuel Gregg souligne que le capitalisme, à l'instar de toute activité humaine, porte en lui un appel à la moralité. En effet, la capacité d'avoir des comportements moraux est indissociable de la nature humaine. C'est en ce sens que le capitalisme offre une opportunité pour l'épanouissement à la personne humaine. De plus le marché donne au ménage un ensemble d'incitations qui le pousse à bâtir son autonomie. C'est donc dans le contrat, résultat de choix libres, que s'exprime la liberté des personnes.

Toutefois, si le marché a donné lieu à un ensemble de réussites, il est aussi porteur de déceptions et d'échecs. Ainsi, le marché – et le capitalisme – ne peuvent fonctionner à satisfaction que si l'action des acteurs respecte un ensemble d'exigences morales et éthiques qui sont les seules à pouvoir poser les limites au marché.

En conclusion Samuel Gregg met en garde contre l'idéalisation des modèles : la perfection n'existe pas. L'exigence de perfectionnement à tous les niveaux est donc une donnée. Cela est d'autant plus important qu'actuellement le marché idéalisé semble devenir la référence dominante de la société.

Emilio Fontela pose le regard sur le capitalisme à travers trois auteurs qui – à presque 100 ans de distance l'un de l'autre – posent un regard sur les prérequis moraux de l'acteur économique. Ainsi A. Smith – auteur de trois ouvrages, dont l'un n'a pas laissé de trace – met l'accent sur l'acteur comme « égoïste éclairé » capable de sympathie, voie d'empathie à l'égard de son semblable. En 1876, alors que l'Académie des Sciences britannique s'apprêtait à rayer l'économie de la liste des sciences, sous prétexte qu'il ne restait plus rien à découvrir, Léon Walras posait les jalons de l'économie du bien-être et mettait l'accent sur la responsabilité (utilitarisme éclairé). Avec Amartya Sen, à la fin du XX s., la responsabilité ne suffit pas, il faut que l'acteur s'engage, qu'il pose des actes altruistes. De cette manière le capitalisme semble évoluer de la concurrence vers plus en plus de coopération.

Emilio Fontela s'interroge si les transformations qu'a subies le sujet économique s'appliquent – par analogie – à l'entreprise. Ainsi, il présente l'entreprise

classique comme un lieu technique, comme une machine dont est absente toute réflexion éthique ou morale. Aujourd'hui cette entreprise-là est en train de disparaître, remplacée qu'elle est par l'entreprise qui commence à avoir des questionnements moraux, elle reste toutefois prisonnière d'un utilitarisme éclairé. C'est ainsi que l'éthique et la responsabilité sociale apparaissent, mais uniquement comme moyens d'augmentation de résultats à terme. La question posée est celle de savoir si l'entreprise prendra un jour le virage du véritable engagement, celui où elle sera capable d'abandonner une partie de la rentabilité au nom d'autres considérations. Sans donner dans l'optimisme béat, E. Fontela rappelle les défis auxquels se trouve confrontée l'entreprise capitaliste qui aspire à être morale : les défis liés à l'information (transparence et ses limites, l'asymétrie) qui la confronte à l'éthique de la complexité ; la technologie, l'information, le capital humain (les marginaux de la pensée, mais aussi la distinction capital-travail de plus en plus difficile) et la durabilité. Il se peut que ces défis poussent l'entreprise de demain à revoir de manière fondamentale ses règles de conduite et peut-être la conduiront-ils vers plus d'engagement.